



Gall Marie-Lise, Avignon, le 25 Février 1997

M.L.G. — Je suis née en Août 1937 à Bordeaux, dans une famille protestante de six enfants, originaire du Poitou. Mon père était agriculteur et ma mère femme au foyer, mais très ouverte sur le monde extérieur et le bénévolat. J'ai fait au collège des études jusqu'au brevet industriel avec l'idée de travailler ultérieurement dans la couture. Mais, comme ma famille n'avait pas beaucoup de moyens, j'ai éprouvé, à 18 ans, le désir d'entrer dans la vie active. Je me suis reconvertie, à cet effet, dans la comptabilité en suivant des cours par correspondance. Pendant deux ans, j'ai travaillé dans une maison de vente où j'étais secrétaire-vendeuse. J'ai connu, à cette époque, mon mari, Henri Gall, qui était entré, en 1959, à l'INRA de Bordeaux, dans le laboratoire de Monsieur Jacques Souty. Celui-ci avait "l'esprit de famille" et souhaitait que les femmes des techniciens, qu'il avait recrutés, travaillent aussi à l'INRA. L'atmosphère dans son laboratoire était de ce fait très conviviale et chaleureuse. Faisaient partie de son équipe, à l'époque, des techniciens comme Claude Marenaud, Raymond Saunier, Charles Grasselly et leurs épouses. C'est ainsi que j'ai été recrutée à l'INRA par Monsieur Robert Duthil, secrétaire général du Centre de Bordeaux.

D.P. — **Quels souvenirs avez-vous gardés de J. Souty ?**

M.L.G. — C'était un homme pondéré, très calme, assez distant en apparence, mais en réalité très chaleureux. Il appréciait énormément l'équipe avec laquelle il travaillait. Son épouse jouait, elle même, un grand rôle dans la vie relationnelle de la station d'arboriculture.

D.P. — **Combien de temps êtes-vous restée dans son laboratoire ?**

M.L.G. — De 1959 jusqu'en 1961, date à laquelle mon mari H. Gall a été muté à Manduel, dans le Gard, pour créer le domaine des Garrigues. Ce domaine était situé dans une région que le BRL (La Compagnie du Bas-Rhône-Languedoc) avait aménagée et irriguée pour mettre des terrains à la disposition des arboriculteurs dont beaucoup étaient alors des rapatriés de Tunisie, du Maroc et d'Algérie. Je l'ai suivi à son poste, devenant secrétaire contractuelle à mi-temps, mais j'ai été contrainte, en 1961, par la direction de l'INRA d'abandonner ma titularisation et d'accepter un poste de main-d'œuvre occasionnelle. Nous avons emménagé dans une "ferme modèle" du BRL. H. Gall avait reçu comme mission d'aménager entièrement un domaine de 30 ha, ce qui a représenté pour lui un travail très exaltant. Il fallait improviser et accepter d'évoluer dans des conditions souvent difficiles. Je me souviens notamment avoir fait mes premiers comptes de secrétariat sur une simple planche à repasser !

D.P. — **Pour quelles raisons ce domaine avait-il été acquis par l'INRA ?**

M.L.G. — Le domaine avait été pris en location par le Centre de Bordeaux pour y installer des variétés d'abricotier et d'amandier qui venaient fort mal dans le Sud-Ouest. Le BRL avait aménagé et irrigué des terres (qui avaient été reprises en majorité par des rapatriés) et avait cédé à l'INRA un domaine, par bail emphytéotique de 40 ans. En l'an 2000, le bail parvenu à son terme ne sera pas renouvelé. Le BRL restituera, en effet, le domaine à la municipalité de Manduel, ce qui fera disparaître un haut lieu de l'INRA.

D.P. — **Pourriez-vous rappeler sommairement les travaux auxquels votre mari et vous avez participé pour mettre en valeur le domaine et faire en sorte qu'il réponde, en matière de recherche, aux besoins de la station d'arboriculture de Bordeaux ?**

M.L.G. — Quand nous sommes arrivés à Manduel, H. Gall a dû délimiter les parcelles sur le terrain et mettre en place les vergers expérimentaux. Le BRL avait déjà planté des brise-vent en disposant des haies de cyprès pour s'opposer aux effets du "mistral". Il n'existait alors sur le domaine que deux maisons et un hangar agricole. Mon époux, qui était d'origine rurale, était ravi de pouvoir structurer un domaine agricole, façonner les terres, l'équiper en tracteur et autres matériels agricoles. Un premier agent a été recruté pour le seconder, au début de l'année 1962.

Nos journées étaient bien remplies ! A mi-temps au bureau, j'avais personnellement beaucoup à faire mais, comme nous avons tous deux l'enthousiasme suscité par la création d'un nouvel outil, ni l'un ni l'autre ne comptaient vraiment leur peine. Dès la première année, les vergers de recherche ont été mis en place et Messieurs Jean Couranjou, responsable du laboratoire "abricotier" et Charles Grasselley, responsable du laboratoire "amandier", en ont eu la charge, en liaison avec l'équipe de chercheurs de Bordeaux. Au bout de 4 à 5 ans, les premiers essais ont donné des résultats qui ont pu être interprétés. Nous dépendions, bien sûr, de la station de Bordeaux, mais celle-ci a décidé de mettre en place des essais assez similaires sur le Centre d'Angers pour obtenir le concours des pathologistes qui y étaient assez nombreux.

D.P. — **Combien de personnes travaillaient au début dans ce domaine ? Le nombre des ouvriers s'est-il progressivement accru ?**

M.L.G. — Le premier hiver a été difficile à organiser. Seul sur le domaine, H. Gall a structuré le terrain, effectué les premières plantations et a assuré les premiers travaux qu'exigeait un domaine arboricole. Au cours des premières années, une équipe de cinq à six agents s'est constituée et, en 1971, un chef d'équipe a été nommé.

En 1982, le Conseil Général du Gard a mis à la disposition de l'INRA un autre domaine d'une trentaine d'hectares, "Les Pins de l'Amarine", qu'il avait acquis sur la commune de Bellegarde. Cela a permis à l'INRA de développer des essais de porte-greffe, notamment en matière de pêcher, poirier, prunier et d'organiser une rotation au niveau des cultures. En effet, il était nécessaire, quand on arrachait un verger, de laisser reposer les terres et d'effectuer des précédents culturaux avant d'entreprendre de nouvelles plantations.

C'est à cette époque, en 1982, que Monsieur J. Souty, du Centre INRA de Bordeaux, a décidé le rattachement des domaines "des Garrigues" et des "Pins de l'Amarine" au Centre d'Avignon, sous la direction de Patrice Crossa-Raynaud, directeur de la station de Recherches Fruitières Méditerranéennes.

Mon époux, H. Gall, est décédé en 1985 d'une grave maladie. Ayant eu trois fils, j'ai eu l'opportunité de pouvoir travailler à temps plein et de rester sur le domaine jusqu'à maintenant.

D.P. — **Quels sont les domaines dont vous suivez aujourd'hui la gestion ?**

M.L.G. — Il s'agit du domaine des Garrigues et de celui des Pins de l'Amarine qui sont distants l'un de l'autre d'une dizaine de kilomètres. Ces deux domaines sont gérés aujourd'hui sous un même budget global : Manduel-Bellegarde.

D.P. — **Existe-t-il dans ce domaine encore beaucoup d'archives sur les travaux et les expériences qui y ont été réalisés ?**

M.L.G. — Parmi les nombreux essais, les chercheurs ont conservé tous les éléments des variétés qui ont été créées tant en amandiers qu'en abricotiers.

D.P. — **Quels rapports les agents qui travaillaient dans les domaines expérimentaux dont vous suiviez la gestion avaient-ils avec les chercheurs ?**

M.L.G. — Ils mettaient en place les protocoles expérimentaux définis par les responsables de laboratoires. Quand un chercheur voulait effectuer un essai, il se mettait en rapport avec le directeur du domai-

ne (en l'occurrence H. Gall) qui établissait avec lui des structures de plantation. Les scientifiques procédaient aux observations qui les intéressaient et en tiraient les conclusions nécessaires. Ces mêmes scientifiques faisaient une sélection de certains vergers à éliminer pour laisser la place à d'autres essais variétaux. H. Gall a été plusieurs fois associé à des publications scientifiques de la station.

D.P. — Quels rapports entreteniez-vous avec les arboriculteurs avoisinants ?

M.L.G. — Ils ont toujours été excellents. Les arboriculteurs nous demandaient souvent des conseils et nous les dirigeons sur les organismes plus tournés vers des activités de vulgarisation, mais nous n'hésitions pas à répondre quand nous le pouvions, à leurs demandes. Il nous fallait toutefois être vigilants lors des visites, pour que l'intérêt de nos visiteurs ne se solde pas par la cueillette et le départ intempestifs d'un certain nombre de greffons. C'était pour nous aussi un moyen de rester honnête vis-à-vis de la profession et de la recherche.

D.P. — Le développement d'instituts techniques comme l'INVUFLEC (1) ou le CTIFL (2) a-t-il modifié la nature du travail qui était réalisé sur votre domaine expérimental ?

M.L.G. — Je ne le pense pas vraiment car les organismes de recherche et de développement ont tous évolué ensemble et se sont adaptés les uns aux autres. L'INRA s'est-il penché davantage sur des aspects fondamentaux parce que d'autres intervenants s'avéraient capables de prendre en charge certaines questions dont il s'occupait précédemment ? Je ne saurais l'affirmer. Mais c'est un fait que, quand MM. Couranjou et Grasselly ont commencé leurs expériences sur la création variétale, ils ont démarré à un niveau très bas, ce qui les a obligés à procéder à de nombreuses éliminations pour parvenir finalement à de bons résultats. Personnellement, je trouve un peu dommage d'avoir arrêté les travaux de sélection sur l'amandier. Mais c'est vrai que ce domaine de recherche a été pris de plus en plus en charge en Europe par les Espagnols.

D.P. — Est-ce que ce sont des organismes privés qui s'investissent surtout sur l'amélioration de ces variétés ?

M.L.G. — Dans le domaine de l'amandier, je ne le pense pas, mais dans celui de l'abricotier, certainement. L'amandier reste une espèce rustique.

D.P. — Les chercheurs de la station de Bordeaux qui s'occupaient de l'abricotier et de l'amandier venaient-ils souvent au domaine de Manduel ? A quelle période de l'année ?

M.L.G. — Ils venaient le plus souvent, au moment des plantations, des pollinisations et des récoltes. Leur séjour durait de une à cinq semaines et avait lieu surtout l'été.

En ce qui concerne la récolte des abricots, la cueillette est toujours traditionnelle. Il n'en est pas de même pour la récolte des amandes qui elle, est mécanisée et se fait au moyen d'un vibreur d'amandes. Le coût de cet appareil est élevé et les arboriculteurs se regroupent pour faire l'acquisition de cet appareil que l'on n'utilise que trois ou quatre semaines au cours de l'année. L'INRA a eu le privilège d'expérimenter gratuitement du matériel non encore agréé (1964 à 1967), permettant l'amélioration de cet appareil par des constructeurs français. Quelques années plus tard, nous avons investi dans l'achat d'un vibreur d'amandes plus une bêche enrouleuse qui récupérait directement les fruits et les déversait dans des cagettes.

Monsieur C. Grasselly, responsable des recherches sur l'amandier, est à l'origine de nombreuses créations variétales et une importante sélection a été faite permettant la création de vergers d'amandiers dans la région du Sud-Est.

D.P. — Rencontriez-vous, dans vos vergers, des problèmes de pollinisation ?

M.L.G. — Nous installions, au printemps, un certain nombre de ruches louées à la station de zoologie du Centre d'Avignon. Cette station les mettait en place. Les abeilles travaillaient quelques semaines dans les vergers et la pollinisation s'effectuait dans de bonnes conditions si la météo était clémente durant toute cette période.

D.P. — **L'arboriculture fruitière est une spéculation fort exigeante en eau. Comment les responsables du domaine font-ils pour se procurer les quantités dont il a besoin ?**

M.L.G. — Le BRL, lors de l'aménagement de la région du Bas-Rhône-Languedoc, a structuré de façon concrète et efficace les différentes exploitations et sur chacune de celles-ci, ont été installées des bornes d'arrosage gérées par des contrats d'irrigation. Les dépenses en eau (forfait + consommation) des domaines de l'INRA grèvent lourdement le budget. Des réseaux d'irrigation, fixes et enterrés, ont été progressivement installés dans nos vergers, depuis les années 1984. Branchés sur des micro-jets programmables, ils constituent un système d'arrosage performant qui réclame peu de main-d'œuvre. Le temps n'est plus, en effet, où les agents étaient tenus de déplacer péniblement les tuyaux d'une parcelle à l'autre, toutes les six heures !

D.P. — **Il n'y a donc plus que la taille des arbres et la récolte des fruits qui continuent à se faire à la main ?**

M.L.G. — En effet, la récolte des abricots se fait manuellement, car ces fruits sont fragiles et réclament beaucoup de soins. En ce qui concerne la taille des arbres, celle-ci se pratique au sécateur traditionnel dans la plupart des vergers et, de temps en temps, au sécateur "pneumatique".

D.P. — **Les rapports hiérarchiques sur le domaine étaient-ils moins tendus qu'ailleurs ?**

M.L.G. — Ils n'avaient pas disparu mais, comme nous étions en pleine campagne (à 20 km de Nîmes, à 5 km d'un village), entourés partout de vergers, loin de tout autre Centre de recherche, ils étaient forcément différents. Les chercheurs, qui quittaient leur Centre pour s'immerger dans le monde paysan, étaient bien contraints de changer leurs rythmes et leurs habitudes. Leur venue au domaine était un peu, pour eux, une évasion, une bouffée d'air qui leur était offerte. Ce que j'ai apprécié le plus dans ma vie professionnelle, ce sont ses aspects terriens. Quand toutes les sommités scientifiques venaient à notre rencontre pour voir notre travail sur le domaine, nous en étions très heureux. Les années ont passé, la recherche a évolué et je souhaite que les rapports au sein de l'INRA demeurent cordiaux.

D.P. — **Le domaine de Manduel a servi aux expérimentations de la station d'amélioration des plantes de Bordeaux, puis de celle d'Avignon. A-t-il servi aussi à d'autres stations de l'INRA ?**

M.L.G. — En dehors des collections d'amandiers et d'abricotiers, le domaine comporte quelques essais de poiriers et de cerisiers réalisés par le Centre d'Angers. Le Centre de Montpellier et Agri-Obtentions y ont installé également quelques essais. Il en est de même de Mais-Adour.

D.P. — **Quelles sont les rentrées d'argent du domaine. Comment sont financés les essais qui y sont réalisés ?**

M.L.G. — La dotation que nous recevons de l'État est aujourd'hui de 300 000 F. Nos recettes propres sont du même ordre de grandeur. Nous nous efforçons de commercialiser les fruits que nous produisons mais, comme nous avons des produits très hétérogènes (en raison de la diversité très grande de nos vergers) et souvent trop

mûrs, beaucoup d'entre eux ne trouvent de débouchés que dans des confitureries. La commercialisation des produits périssables de nos deux domaines (pêches et abricots) s'avère d'autant plus hasardeuse qu'ils se trouvent situés dans une région de vergers qui produisent eux-mêmes de très beaux fruits. Nos problèmes de commercialisation sont moins grands avec les amandes, grâce à la coopérative voisine "Sud-amandes" qui en écoule la plus grande partie.

Nous sommes pris, en fait, entre deux feux : les besoins de la recherche et la nécessité de faire du chiffre d'affaires pour subvenir en partie à nos frais de fonctionnement. Nous essayons de trouver un compromis acceptable en ayant un ou deux vergers destinés à la vente.

D.P. — Etes-vous obligée de faire appel, à certains moments de l'année, à de la main-d'œuvre saisonnière ?

M.L.G. — Actuellement, un ou deux occasionnels par an ! Nous avons eu, à une certaine époque, jusqu'à 15 personnes pour assurer la récolte des fruits. Mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas, grâce à la mécanisation des récoltes, compte tenu des performances du matériel agricole dont nous disposons.

D.P. — A quel grade étiez-vous entrée à l'INRA ? Comment s'est déroulée votre carrière au fil des années ?

M.L.G. — Je suis entrée à l'INRA en 1959, recrutée en 4 D. Je suis restée contractuelle pendant un an et demi. Mais, comme j'ai souhaité suivre mon mari H. Gall lors de sa mutation dans le Sud-est, je n'ai pu conserver mon titre de contractuelle et ai été contrainte de démissionner, condition que je n'aurais jamais dû accepter. J'ai été reclassée, en effet, en main-d'œuvre occasionnelle à mi-temps. J'ai attendu une vingtaine d'années (avant que le mi-temps ne soit reconnu en tant que permanent) pendant lesquelles j'ai quelque peu végété ! Cela ne m'a pas trop perturbé sur le moment dans la mesure où la carrière de mon mari évoluait normalement. Je ne voyais pas l'importance de cela ! En 1980, j'ai réussi à être reclassée dans le cadre contractuel où j'ai essayé de rattraper, comme j'ai pu, les retards de carrière qui m'avaient été imposés.

D.P. — Ces retards de carrière sont-ils imputables, selon vous, au fait que vous étiez éloignée géographiquement des centres de décision ?

M.L.G. — Je n'y ai jamais vraiment songé. Mais ce que je n'aurais jamais dû faire et qu'on n'aurait jamais dû me demander, c'était bien de démissionner ! Les dérogations existent à l'INRA, l'expérience me l'a prouvée, je n'aurais jamais dû accepter de me laisser enfermer dans une telle alternative ! J'en ai ressenti longtemps une certaine amertume. Par la suite, j'ai passé un concours qui m'a reclassée en 5 D, puis en 4 D. Quand mon époux H. Gall est décédé en 1985, j'ai pu reprendre un travail à plein temps sur le domaine de Manduel. Je dois reconnaître que l'attitude de l'INRA, dans cette période douloureuse, a été alors très humaine, faisant preuve d'une grande compréhension. En 1987, j'ai passé le concours de SAR. Je m'arrêterai à ce stade modeste dans ma carrière, n'ayant plus l'ambition nécessaire d'en passer de nouveaux !

D.P. — Quand vous partirez à la retraite, resterez-vous toujours au même endroit ?

M.L.G. — Le bail des Garrigues devant prendre fin en l'an 2000, il m'est accordé aujourd'hui le droit de louer cette habitation jusqu'à son expiration. Le domaine de Manduel est installé dans un bois de pin et nous bénéficions d'un environnement superbe. C'est le lieu où j'ai vécu avec mon mari et où ont grandi nos trois enfants.

Arrivée au terme de mon parcours professionnel, j'ai le sentiment d'avoir beaucoup appris. Le temps passé à l'INRA m'a permis de découvrir, de connaître, de comprendre les méthodes de travail utilisées dans le monde de la recherche.

D.P. — Y a-t-il eu des moments forts dans votre vie professionnelle que vous aimeriez plus particulièrement évoquer ?

M.L.G. — Je garde surtout en mémoire cette période exaltante de la création du domaine. A 27 ans, H. Gall avait été chargé de concevoir et de structurer ce domaine de recherche. C'était pour lui une façon de se réaliser, dans la mesure où il n'avait pas les moyens de s'établir à son compte ni la possibilité de reprendre une exploitation familiale. Il était satisfait de retrouver le monde rural d'où il était issu, en découvrant les techniques d'avant-garde qui pouvaient lui être appliquées. Sans doute lui a-t-il fallu faire des efforts pour répondre aux exigences particulières de la recherche, mais cela n'a guère posé de problèmes pour lui. A l'inverse, son expérience du monde rural lui a été grandement utile pour établir de bons contacts avec tous les arboriculteurs du voisinage.

D.P. — Pour quelles raisons l'INRA avait-il décidé d'entreprendre dans le Gard, des expériences sur l'abricotier, alors que l'essentiel de la production française se trouvait localisé surtout dans le Roussillon ?

M.L.G. — L'INRA n'avait pas d'installations dans le Roussillon, région ensoleillée et très propice à l'abricot. Les aménagements hydrauliques et fonciers réalisés par la Compagnie du Bas-Rhône-Languedoc devaient susciter, par contre la création de nouveaux vergers dans le Gard. L'arrivée dans la région de nouveaux propriétaires, en majorité des rapatriés d'Afrique du Nord, a bouleversé, en effet, complètement les habitudes de travail et les mentalités ! Les nouveaux résidents qui s'y sont établis étaient des bâtisseurs compétents et travailleurs et ont réussi à donner à la région une impulsion considérable. La ville de Nîmes qui était restée jusque-là un gros bourg s'est, grâce à eux, fortement développée et modernisée.

D.P. — Ces arboriculteurs dynamiques, venus de l'extérieur, ont-ils adressé à l'INRA des demandes de recherche nouvelles ?

M.L.G. — Les vergers à haut rendement des arboriculteurs privés et les domaines expérimentaux de l'INRA constituaient deux mondes bien à part. Les arboriculteurs qui avaient obtenu souvent de gros avantages pour pouvoir s'installer, étaient tenus par des impératifs de rentabilité. A l'INRA, les préoccupations des agents étaient évidemment bien différentes.

D.P. — Les arboriculteurs nouvellement arrivés n'ont-ils pas réclamé à l'INRA, par la voie de leurs instituts techniques ou de leurs organisations professionnelles, d'entreprendre des recherches dans des directions différentes de celles qui avaient été jusque-là envisagées ?

M.L.G. — Cela a dû se passer, mais je ne saurais pour autant l'affirmer.

D.P. — Vous avez fait, durant toute votre carrière, un travail de secrétariat. Les techniques, la nature du travail à faire ont beaucoup changé en vingt ans, nécessitant entre autres l'acquisition de nouvelles connaissances. Pourriez-vous parler des formations que vous avez reçues et dire ce que vous en avez pensé ?

M.L.G. — J'ai travaillé, au début de ma carrière, sur les mêmes machines à écrire que l'on voit encore parfois dans certains commissariats de police. Le matin, quand on entrait dans les bureaux, il fallait commencer d'abord par chauffer les machines pour assouplir les touches ! On est passé, par la suite, à la machine électrique. Depuis 7 ou 8 ans, nous disposons d'un micro-ordinateur avec traitement de texte. J'apprécie le droit à l'erreur qu'il nous accorde. J'ai eu l'occasion de suivre plusieurs formations sur le traitement de texte ainsi qu'une formation concernant le SDIA (Schéma Directeur de l'Informatique Administrative). Les méthodes de travail dans les secrétariats ont bien changé et l'informatique a modernisé bien des tâches fastidieuses.

D.P. — Est-ce que beaucoup de textes que vous tapiez autrefois à la machine sont saisis aujourd'hui par les techniciens ou les scientifiques eux-mêmes ? Cette évolution est-elle venue à point pour vous décharger d'un travail qui vous prenait beaucoup de temps ou a-t-elle contribué à le rendre plus monotone ? Qu'en pensez-vous ?

M.L.G. — Le domaine dans lequel nous travaillons est un domaine de techniciens et non de chercheurs. Il est dirigé par un ingénieur, qui rédige et frappe lui-même tous ses rapports. Le travail du secrétaire, que j'effectuais, a toujours été très diversifié : accueil, téléphone, gestion du personnel, dépenses, recettes, budget par le SDIA. Le bureau que j'occupe est situé dans un bois de pins où le silence est roi, ce qui est bien agréable !

D.P. — Beaucoup de visiteurs étrangers avaient-ils l'occasion de se rendre sur le domaine ?

M.L.G. — Il y avait beaucoup d'Italiens et d'Espagnols qui passaient à l'occasion de Congrès. Nous leur faisons visiter les vergers. Les choses se passaient toujours de façon très conviviale. Les vingt premières années que j'ai passées sur le domaine ont vraiment été très riches et agréables, au contact de toutes ces visites ! De par notre éloignement, nous étions un peu les décideurs et nous nous mobilisons pour recevoir au mieux ceux qui venaient nous rendre visite.

D.P. — La vie que vous avez connue a été, sur bien des points, assez différente de celle des autres agents de l'INRA. Avez-vous des projets pour les prochaines années, lorsque vous ne serez plus en activité ?

M.L.G. — Le mode de vie original que nous avons connu vient du fait que nous avons été mutés dans un petit domaine à créer, situé en pleine campagne, loin de son port d'attache, le Centre de Bordeaux. L'expérience professionnelle que nous avons connue a été riche au plan relationnel. Le Sud-Est nous était inconnu et les charmes de cette région ensoleillée ont facilité grandement notre adaptation. Je pense que mes prochains mois seront agréablement occupés entre les joies de la famille, l'approfondissement de mes connaissances musicales et la fréquentation des chemins de grande randonnée.

Notes

(1) Institut National de Vulgarisation pour les Fruits, Légumes et Champignons.

(2) Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes.

Curriculum vitae sommaire

- 1959 : recrutement en 4D à la Station d'Arboriculture de Bordeaux.
- 1961 : mutation au domaine de Manduel. Obligation de démission du cadre contractuel et classement en main-d'œuvre occasionnelle à mi-temps.
- Du 1er Janvier 1977 au 31 Décembre 1983, : travail à mi-temps sur des postes 5D, puis 4D (1/1/83, dérogation, article 6 du statut).
- 1/1/ 1984 : titularisation en Adjoint Administratif (AJA), 2ème classe.
- 1985 : reprise du travail à plein temps.
- 1/7/ 1987 : Secrétaire d'Administration de la Recherche (SAR), 3ème classe.
- 1/10/ 1995 : Secrétaire d'Administration de la Recherche (SAR), classe supérieure.
- 31/8/ 1997 : départ à la retraite.

